

# ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

ITALIE

## Voyage en Italie avec Emmanuel Mbolela

Ce n'est pas la première fois que nous vous parlons du livre d'Emmanuel Mbolela<sup>1</sup> dans Archipel. Des membres du Forum Civique Européen se sont occupés de la traduction et de l'édition de la version allemande, puis française et maintenant italienne du livre, puis nous avons accompagné l'auteur dans plusieurs pays européens pour de nombreuses tournées de présentation. Depuis quelques années, nous soutenons, grâce à votre aide financière et à la vente du livre, son projet au Maroc: la création de foyers d'accueil pour femmes subsahariennes à Rabat.

Emmanuel Mbolela est un de ces nombreux êtres humains qui ont risqué leur vie en prenant le chemin de l'exil. Mais il est aussi et surtout un activiste plein de dignité, animé par une intarissable envie de lutter. Il a réussi à garder la tête haute en toute circonstance: face aux trafiquants d'êtres humains, aux embuscades en plein désert, au travail au noir et aux violences policières. Il est resté coincé au Maroc pendant quatre ans en attendant l'asile et c'est là que, pour sortir de l'isolement et de la ségrégation à laquelle tous les migrant·es subsaharien·es sont condamnés, il a fondé l'Arcom (Association des Réfugiés Congolais·es au Maroc). Il a initié de nombreuses protestations et revendications. Son livre nous place face à une réalité de violence et d'exploitation que les femmes, encore plus que les hommes, doivent subir jour après jour. Il nous place également devant les responsabilités de l'Europe qui, avec ses politiques migratoires de plus en plus restrictives, dures et inhumaines, rend les chemins de l'espoir encore plus dangereux et mortifères.

«Il n'y a qu'une seule vérité: l'immigration est la conséquence des programmes du FMI et du pillage des ressources perpétrés en Afrique par les multinationales. Arrêtez de nous regarder avec méfiance et pointez du doigt les vrais responsables...»

### Un moment politique sensible

C'est le fruit du hasard si la version italienne du livre est sortie dans un moment aussi politiquement sensible pour l'Italie.

Les dernières élections ont consacré l'arrivée au pouvoir d'une coalition entre l'ancien parti sécessionniste (désormais «identitaire», mais toujours raciste) qu'est la Ligue du Nord et le «Mouvement cinq étoiles» (jeune formation politique autrefois dirigée par l'ex-humoriste Beppe Grillo), avec ses slogans contre les personnages politiques qui ne seraient plus représentatifs du «bon peuple» et autres mots d'ordre populistes.

Ces deux forces qui, à première vue, semblent porter des discours politiques très différents, ont su faire preuve d'un pragmatisme mémorable en vue de la conquête du pouvoir: elles ont même signé un «*contrat officiel de gouvernement*» et ceci bien avant l'élection du Premier ministre. Ce qui leur a garanti de pouvoir poursuivre leurs axes d'action et leurs promesses électorales, respectivement lutte contre l'immigration et bousculement du système des privilèges politiques, en échange d'un

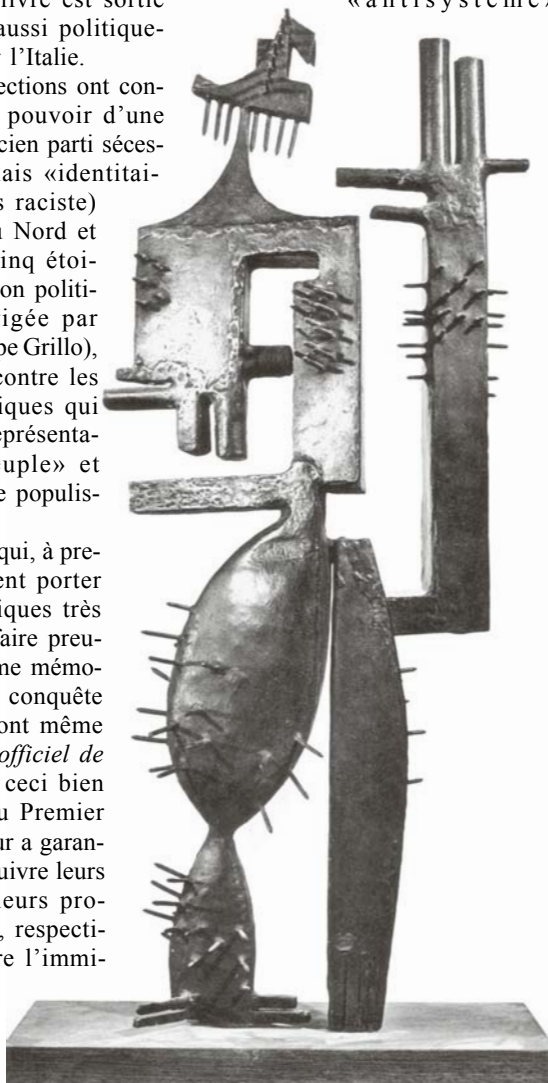
soutien réciproque au Parlement.

Jusqu'ici, rien de nouveau dans un pays où le partage des postes du pouvoir entre partis et courants politiques est devenu la norme depuis soixante ans... rien de nouveau sauf l'un des protagonistes: Matteo Salvini, le leader de la Lega qui, après avoir mené une campagne électorale axée sur la criminalisation de la migration et de la solidarité, avec des accents fortement xénophobes et aux allures néofascistes, a été nommé vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur.

### Des relents xénophobes et nationalistes

Pour la petite histoire, Salvini, ce personnage douteux, a su reprendre en main un parti, la Ligue du Nord, en crise après la longue cogestion du pouvoir avec Berlusconi et qui avait perdu de sa force

«antisystème»



Julio Gonzalez, L'homme cactus I, 1939

dans les régions du Nord. Salvini a tristement réussi à regagner la confiance de sa base, en misant fortement sur les mots d'ordre les plus triviaux: non aux campements roms dans les villes, non à tous ces noirs devant les gares, non à l'Europe qui nous trahit, nous vole et nous remplit de réfugiés.

Il est difficile de tenir le compte de toutes les fausses nouvelles utilisées pour reprendre la peur, de toutes les postures racistes et participations à des campagnes néofascistes, ou en termes politiquement corrects, «identitaires».

Mais Salvini a été et est le premier vrai politicien «de nouvelle génération» de l'Italie, avec une équipe new media très solide qui produit sa propre propagande, une propagande très efficace, très diffusée et appréciée, notamment dans ce moment historique où un vent de haine s'est levé à l'Est et balaye les rues et les réseaux d'Europe. Propagande qui a su parler à une partie de la population italienne appauvrie, effrayée, connectée aux réseaux sociaux, et sans espoir dans le jeu démocratique.

Salvini leur offre l'image de l'homme fort, cet homme fort dont une partie des Italiens sont nostalgiques, et cela est dangereux.

1. Emmanuel Mbolela, *Réfugié*, Editions Libertalia, 2017, 258 pages, 10 euros  
*Rifugiato, un'odissea africana*, Agenzia X

Il faut dire que la propagande xénophobe et nationaliste qui cible les responsabilités de l'Europe a, en effet, des bases bien concrètes: les distorsions des accords de Dublin, les fermetures des frontières internes actées par la France et l'Autriche et la – relative – augmentation des flux, n'ont fait que rendre encore plus évidents les manques dans la préparation, dans la gestion, sans parler de la corruption à l'intérieur du système d'accueil et d'identification des migrant-es en Italie.

L'un des résultats a été de bloquer des milliers de personnes en transit sur le sol italien, les obligeant soit à se plier aux longueurs bureaucratiques typiques du pays, soit à se marginaliser et devenir «illégaux», faute de papier ou d'acceptation de leur dossier. Le pain béni de l'exploitation, qui est l'étape suivante. Couplées à la crise économique générale et à la chute qualitative et quantitative des systèmes d'aides sociales, la situation sociale italienne a subi les effets de ces politiques: c'est ainsi que sont montés en puissance la xénophobie et le nationalisme de mauvais goût qui l'accompagne.

Nombreux sont les actes de terrorisme xénophobe dont ont été témoins les derniers temps les Italien-nes, sans parler de la banalisation de toutes ces phrases qu'on entend quotidiennement dans la rue ou dans les trains: «trop de monde», «qu'ils rentrent chez eux».

On peut dire que Salvini a réussi à décomplexer le racisme et ses messages de bas niveau et sa politique farcie d'injures semblent



José Guerrero, *Rouge et Noir*, 1964

malheureusement être un cheval gagnant dans l'Italie de nos jours.

Une fois au travail, notre cher ministre de l'Intérieur a fait beaucoup parler de lui à cause de sa résolution (annoncée sur twitter, bien évidemment) de fermer les ports italiens aux navires des ONG qui patrouillent en Méditerranée, liant cette décision à une campagne à la fois diffamatoire et judiciaire contre eux.

Bénéficiant d'une grande attention médiatique, ledit Salvini ne perd pas une occasion pour revendiquer publiquement cette stratégie du «poing de fer» contre les migrant-es irrégulier-es, les trafiquants et l'Europe, toujours accusé-es d'organiser l'«invasion» du *bel paese*.

En réalité, la grosse réduction des flux date de bien avant, suite aux accords du feu ministre Minniti (la soi-disant gauche italienne) avec les différentes milices libyennes. Les sorties de Salvini relèvent plutôt du cadre du symbolique; dorénavant, le message est limpide: l'Italie préfère laisser les migrant-es se noyer en mer plutôt que de les accueillir, et ceci au mépris des traités et des normes humanitaires et maritimes.

### Riace, un symbole d'impunité

C'est comme avec l'affaire «Riace»: un projet d'intégration, d'accueil, qui fonctionne et qui est positif, qui contredit l'image médiatique de l'accueil et de la migration. Salvini utilise ce cas pour faire avancer sa propagande de la terreur. Que fait-il? Il arrête ce projet!

Il monte une fausse enquête, en attendant que la nouvelle de l'arrestation et la diffamation fassent leurs dégâts, et brusquement il arrête tout soutien. Au fond, n'est-ce pas le gouvernement qui finance? Alors il passe ce projet au bulldozer: mettant tous les migrant-es dehors, en retirant les fonds du SPRAR (Aides pour les réfugié-es) pour de prétendus problèmes comptables, en réalité inexistantes, tandis que la quasi-totalité des structures pour les migrant-es en Italie sont mises

hors la loi et dans une large mesure gérées directement, ou infiltrées par la criminalité. Mais Riace est un symbole mondial trop dangereux et aujourd'hui en Italie, c'est la loi de la jungle qui l'emporte: «tu me déranges, je t'écrase».

Il est dommage que l'on soit en train de parler d'un haut fonctionnaire, chargé de l'ordre public dans une démocratie moderne.

Très chargée de symbolisme, la dernière créature de notre capitaine l'est aussi, lui qui est malheureusement très actif au travail: le *Decreto Salvini* (sécurité nationale-immigration) vise d'un côté à renforcer plusieurs mesures relatives au contrôle social urbain et à la répression des contestations (taser à tous les policiers, même les gardes municipaux, augmentation des peines suite aux occupations...) et de l'autre à entraver encore plus l'obtention de l'asile humanitaire en limitant fortement les cas où l'on peut évoquer la «protection humanitaire». Suite à cela, la condition de réfugié-e deviendra encore plus précaire et de surcroît liée à la conduite judiciaire, avec une série de délits qui pourront amener à la perte du statut.

On verra les effets de cette loi, déjà définie comme «inconstitutionnelle» et «créatrice de clandestinité» par l'opposition et les organisations humanitaires. Pour l'instant, elle a fièrement été présentée par Salvini comme sa «promesse tenue», une promesse qui ouvre les portes aux pires dérives du «*rimandiamoli a casa loro*» (renvoyons-les chez eux).

Cette dureté, cette volonté du «passage en force», cette rhétorique sont effrayantes. «*Tanti nemici tanto onore*» (Tant d'ennemis, autant d'honneur) se pavane Salvini sur les réseaux sociaux et les mots viennent de loin... c'est du Mussolini.

Avec l'entier soutien des médias, face à une société civile qui fatigue et peine à se rassembler et à une gauche historique désormais absente et vaincue, la logique néofasciste du «capitano» risque de laisser de vilaines traces dans la société italienne.

### Une tournée comme défi

Mais retournons à notre présentation, après cet égarement cauchemardesque: aller en Italie dans ce contexte-là, avec un livre pareil, surtout pour nous les traductrices, italiennes vivant en France, qui regardons l'Italie de loin avec beaucoup d'appréhension, de colère et sans parler d'une forte dose d'impuissance, a représenté tant un grand défi qu'une opportunité importante. Car ce climat par certains côtés irrespirable, a paradoxalement contribué à donner encore plus de force au discours de dénonciation porté par Emmanuel.

Dans notre tournée, nous avons sillonné principalement la région de Lombardie, la ville de Milan et ses banlieues, avec deux sorties, une à Brescia et une à Rome, le tout dans des réalités déjà fortement sensibilisées et actives dans le domaine de l'accueil et des politiques sociales. Les débats et échanges ont été très riches et, toujours, le fait que pour une fois nous n'assissions pas à une tribune de militant-es européen-nes sur le thème de la migration, mais au récit d'un migrant, avec toute son atroce vérité, exposée sans demi-mots, a été très apprécié. Les actions que nous menons, dans nos pays soignant démocratiques, paraissent finalement peu de chose, comparées au courage d'Emmanuel qui, dans un pays étranger tel que le Maroc, contraint de vivre caché, victime de rafles et de racisme en tout genre, a quand même osé lever la tête pour défendre les droits humains, a organisé une résistance et qui depuis, même une fois arrivé en Europe, n'a jamais arrêté de lutter et de dénoncer l'injustice.

Un courage qui a aussi été très apprécié par les migrant-es présents lors de ces présentations, qui ont remercié Emmanuel de leur avoir fait comprendre l'importance du récit et de la mémoire. Car pour elles et eux, jusque-là, une seule chose était importante pour pouvoir reconstruire leur vie: oublier les horreurs endurées dans leurs pays et lors de ces terribles voyages.

Emmanuel de son côté, en marchant dans les rues de Milan, a été très touché par la situation d'extrême marginalisation et d'indigence d'une partie de ses frères et soeurs africain-es en Italie. Par rapport à d'autres pays européens visités auparavant, cet écart était à ses yeux très frappant, mais aussi explicatif du succès des campagnes de criminalisation portées par la Droite.

Pour finir le récit de cette tournée italienne, qui ne sera certainement pas la dernière, Emmanuel n'a jamais cessé de rappeler aux Italien-nes, depuis leur position

## Archipel

Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le  
Forum Civique Européen

Novembre 2018 - No 275

Prix du N°: 4 euros/7FrS  
Abonnement annuel: 40 euros/60FrS  
Commission paritaire N° AS 75136  
ISSN 1247-8490

Directrices de Publication:  
Joëlle Meunier, Constanze Warta  
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen  
Association loi de 1901  
www.forumcivique.org

**France:**  
St Hippolyte, F-04300 Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fce\_archipel@orange.fr

**Suisse:**  
Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

**Autriche:**  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla  
Tél.: 43 (0)42 38/87 05  
austria@civic-forum.org

**Allemagne:**  
Ulenkrug, Dorfstr. 68  
D-17159 Stubbendorf  
Tél: 49 (0) 39959 23881  
ulenkru@t-online.de

**Ukraine:**  
vul. Borkanyuka 95  
UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia  
ua@forumcivique.org



stratégique de balcon sur la Méditerranée, de ne pas rester indifférent·e·s face aux tragédies qui se déroulent en mer sous leurs yeux, de protester contre le manque de solidarité et d'humanité dont le gouvernement italien se rend de plus en plus coupable en

violant tous les principes humanitaires et même les plus basiques droits de la mer. Celle-ci est en train de se transformer en une véritable mer de haine et de mort.

Barbara Vecchio  
Membre du FCE

## Riace en danger

**Message du Maire de Riace lu sur la place de Riace pendant la manifestation du 6 octobre 2018**

Il est inutile de vous dire que j'aurais voulu être parmi vous, non seulement pour les salutations formelles mais pour quelque chose de plus, pour pouvoir parler, plutôt que d'écrire. Pour pouvoir sentir l'émotion que les paroles produisent au fond de l'âme et, enfin, pour pouvoir vous remercier tous, un par un, tout le monde, en vous embrassant tous, collectivement, avec toute l'affection dont les êtres humains sont capables.

A vous tous, peuple en voyage vers un rêve d'humanité, vers un imaginaire lieu de justice, vous qui avez mis de côté vos engagements quotidiens et défié l'inclémence de la météo: je vous dis merci.

Le ciel est traversé par des nuages sombres, les mêmes couleurs, la même vague noire qui traversent les cieux d'Europe, qui ne laissent plus entrevoir les horizons indésirables de sommets et d'abysses, de terres, de douleurs, de croix, de cruauté, de nouvelles barbaries fascistes.

Ici, dans cet horizon, les peuples sont là. Avec leurs souffrances, leurs luttes et conquêtes. Les petites grandes choses du quotidien se mêlent avec les événements politiques, ces problèmes cruciaux de toujours: les menaces d'expulsion renouvelées, les attentats, la mort et la répression.

Aujourd'hui, en ce lieu de frontière, dans ce petit village du sud de l'Italie, terre de souffrance, d'espoir et de résistance, nous allons vivre une journée qui est destinée à passer dans l'Histoire.

Nous sommes l'Histoire. Avec nos choix, nos convictions, nos erreurs, nos idéaux, nos espoirs de justice que personne ne pourra jamais supprimer.

Un jour viendra où il y aura plus de respect pour les droits humains, plus de paix et moins de guerre, plus d'égalité, plus de liberté que de barbarie. Un jour où il n'y aura plus de personnes voyageant en business-class tandis que d'autres se trouvent entassées comme des marchandises huma-

nes en provenance des ports coloniaux, les mains accrochées aux vagues d'une mer de haine.

Sur ma situation personnelle et mes vicissitudes judiciaires, je n'ai pas grand-chose à rajouter à ce qui est déjà amplement relayé. Je n'ai ni rancune, ni revendication envers qui que ce soit.

Je voudrais néanmoins dire à tout le monde que je n'ai rien à cacher, rien de quoi avoir honte. Je referai, encore et encore, toujours les mêmes choses, celles qui ont donné un sens à ma vie.

Je n'oublierai jamais ce grand fleuve qui déborde de solidarité.

Je vous porterai dans mon cœur longtemps. Nous ne devons pas reculer, si nous sommes uni·es et si nous restons humain·es, on pourra un jour caresser le rêve de l'Utopie sociale.

Je vous souhaite d'avoir le courage de rester seul·es et celui de rester ensemble, avec les mêmes idéaux. De pouvoir désobéir chaque fois que l'on reçoit des ordres qui humilient notre conscience. De «mériter» d'être appelés rebelles, comme toutes celles et ceux qui refusent d'oublier, dans ces jours d'amnésie obligatoire. De s'entêter toujours à croire, même contre toute évidence, que ça vaut toujours la peine d'être des hommes et des femmes. De continuer à marcher, malgré les chutes, les trahisons, les défaites. Parce que l'histoire continue même après nous et quand elle nous dit «adieu», ce n'est qu'un «au revoir».

Nous devons maintenir vivante la certitude qu'il est possible d'être contemporains de tous ceux et celles qui vivent animés par la volonté de justice et de beauté, partout où nous sommes et où nous vivons... parce que les cartes géographiques de l'âme et du temps n'ont pas de frontières.

*Hasta siempre.*

Domenico Lucano  
Maire de Riace

### Dernières nouvelles

A l'heure où nous écrivons, Domenico Lucano est libre, en attente de l'instruction de son procès, mais avec interdiction de se rendre à Riace, ce qui représente un véritable exil pour le maire de l'accueil et surtout une mesure juridique complètement absurde.

Le gouvernement se défend en prétendant vouloir éviter les dissimulations de preuves et que ce «redoutable malfaiteur» puisse réitérer son horrible crime... de solidarité...

Face à un contexte politique de plus en plus hostile et criminalisant, Domenico revendique aujourd'hui la mise en place d'un modèle d'accueil autonome, soutenu par la solidarité nationale et internationale, indépendant de subventions provenant d'un Etat de plus en plus xénophobe et raciste, qui ne connaît plus les valeurs de solidarité.

A nous tous et toutes désormais de se joindre à lui pour remporter ce pari d'une importance politique cruciale pour toute l'Europe.

### QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

## Mai 1968, quelques repères historiques

**Le texte qui suit ne constitue pas une énième analyse de Mai 1968 et de ses conséquences. Il n'est pas non plus le fait d'un·e historien·ne. Son seul mérite serait de mettre (ou remettre) en mémoire la trame, non exhaustive évidemment, des «événements», assortie des traits qui nous ont paru importants. Nous avons dû faire des choix... (3ème partie)**

### La grève de mai 1968

On considère que la grève a débuté en Lorraine à l'usine Claas de Woippy le 14 mai. Le même jour, elle touche Sud-Aviation à Nantes avec fraternisation ouvrier-estudiant·es, occupation, séquestration du staff patronal, piquet de grève et mise en place d'une organisation pour un conflit long et dur. La grève gagne ensuite toutes les usines Renault, Berliet, Rhodiaceta, Rhône-Poulenc, SNECMA. L'occupation est à l'ordre du jour. La plupart des gares sont aux mains des cheminots ainsi que les centres de tri postal. Air-France, la RATP entrent dans le mouvement... Bientôt tout le pays connaît la grève générale en dehors de toute consigne syndicale.

A partir du 18 mai, les appareils syndicaux vont réagir en tentant de fractionner cet énorme mouvement général en une série de grèves de boîtes avec leurs revendications matérielles particulières; leurs militant·es prendront souvent le contrôle des comités de grève. Des responsables de la CFDT et de FO<sup>1</sup> déclarent cependant soutenir les occupations et souhaitent un rapprochement avec les étudiant·es. Dans les endroits où illes sont présents les militant·es des groupes d'extrême gauche poussent à l'occupation. Le 22 mai la France compte 9 millions de grévistes. René Viénet

écrit<sup>2</sup>: «La CGT et le PC débordés de toutes parts dénonçaient toute idée de 'grève insurrectionnelle' tout en faisant mine de durcir leurs positions revendicatives». Séguy déclarait que «ses dossiers étaient prêts pour une éventuelle négociation». De fait, les appels à la responsabilité se multiplient, pas seulement du côté gouvernemental. Alain Delale et Gilles Raguache, historiens et auteurs de *La France de 68* écrivent:

«Progressivement, les mots d'ordre locaux s'uniformisent et les négociations vont se dérouler à Paris entre le patronat et les permanents syndicaux, éloignant les travailleurs de leurs propres revendications. La grève canalisée devient sage.»

La paralysie de l'économie pousse les habitant·es à s'organiser, à communiquer, à trouver des solutions originales aux problèmes matériels tels que l'alimentation ou la santé (par exemple des bons d'alimentation ou d'essence sont édités, les services de santé fonctionnent, des convois ferroviaires de vivres circulent, des agriculteurs et agricultrices of-

1. Respectivement, Confédération Française du Travail, syndicat autogestionnaire issu de la Confédération Française de Syndicats Chrétiens, déconfectionné en 1964, et Force Ouvrière, considéré comme syndicat cogestionnaire et proche des patrons.

2. René Viénet, *Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations*, Gallimard, 1968, Collection Témoins.

frent ou vendent à bas prix leurs produits, des collectes en faveur des grévistes sont organisées...); des formes d'autogestion à la base fonctionnent même timidement... Dans les usines, certain-es refont 36 avec cartes, boules, accordéon...

### «La récréation est finie»<sup>3</sup> mais la grève continue

Jusqu'à présent, De Gaulle s'est tu; il a laissé les ministres et, en particulier, le Premier, Pompidou, face aux difficultés de l'Etat. Le 24, il parle, proposant un plébiscite avec menace de guerre civile s'il est désavoué.

La gendarmerie a reçu le renfort de 10.000 réservistes le 16 mai et le ministre des Postes et Télécommunications, Guéna, vient de supprimer les fréquences des radiotéléphones des journalistes de RTL et Europe 1, accusé-es d'informer les manifestant-es et/ou d'inciter indirectement à participer aux émeutes (il faut dire que les appareils de radio, dits «transistors», passent de mains en mains, nuit et jour, parmi les manifestant-es et que l'on n'écoute pas la radio étatique, hautement contrôlée par la censure gouvernementale, l'ORTF). Les journalistes de ces stations utiliseront alors les lignes téléphoniques de particuliers.

Le 24 mai les rues sont bondées de manifestant-es.

L'interdiction de séjour en France de Daniel Cohn-Bendit, parti en «tournée révolutionnaire» européenne le 22 mai, va ranimer la fougue des manifestant-es étudiant-es auxquels se joindront, entre autres, nombre d'ouvrier-es défiant la CGT qui entend faire cavalier seul pour peser sur l'ouverture de négociations avec le gouvernement.

Au soir du 24 mai, des émeutes éclatent en plusieurs points du territoire (Lyon, Strasbourg, Paris, Nantes; Bordeaux le 25, énorme nuit d'émeutes): partout des banderoles en soutien à Cohn-Bendit: «*Nous sommes tous des Juifs allemands!*», allusion aux injures scandaleuses à l'encontre de Cohn-Bendit, issues essentiellement des rangs staliniens, et «*Les frontières on s'en fout!*».

Il faut souligner qu'à Paris, la Bourse sera saccagée et en partie incendiée, deux commissariats totalement mis à sac (Odéon et Beau-bourg) et des voitures et cars de police brûlés... A Lyon, un camion, lâché par les milliers d'émeutier-es affrontant la police, écrase un commissaire de police. Ce seront les plus longues «*nuits des barricades*». Bilan: 2 morts officiels, 500 blessé-es hospitalisé-es dont 144 dans un état qualifié de grave.

Fouchet, ministre de l'Intérieur, et les dirigeants du PCF stigmatiseront «la Pègre»<sup>4</sup>. Il y a plus de

cent manifs en France entre le 22 et le 26 mai...

Nous n'en finirions pas de citer les groupes et «catégories» dans lesquels une majorité, sinon une forte proportion d'individus, alors en grève illimitée, contestaient – hors théorie mais avec parfois une lucidité et une radicalité d'une ampleur inédite – le monde qu'elles subissaient et la vie que le capital leur avait imposée ou qu'elles avaient acceptée par facilité, obéissance ou résignation, des instituteurs et institutrices aux fossoyeurs, en passant par les cadres, les publicitaires, les musicien-nes professionnel-les et les footballeurs... L'heure était à l'urgence de vivre, à la contestation du travail et de toutes les hiérarchies, au «*vivre sans temps mort, jouir sans entrave*».

Quant aux étranger-es présent-es en France, citons une fois encore René Viénet: «*Rarement tant de drapeaux nationaux furent brûlés par tant d'étranger-es résolues à en finir une fois pour toutes avec les symboles d'Etat, avant d'en finir avec les Etats eux-mêmes. Le gouvernement français sut répondre à cet internationalisme en livrant aux prisons de tous les pays les Espagnol-es, les Iranien-nes, les Tunisien-nes, les Portugais-es, les Africain-nes et tous ceux et celles qui rêvaient en France d'une liberté interdite chez eux*»... Sans commentaire, sachant la nature des régimes dans les pays cités. Pour mémoire plus d'un millier seront expulsés et le gouvernement ne se privera pas de dénoncer le «*complot venu de l'étranger*».

Le 25 mai, c'est le début des négociations entre le gouvernement, le patronat et les syndicats; cela se déroule au ministère des Affaires sociales, rue de Grenelle à Paris (3 membres du gouvernement, Pompidou, Premier ministre, Jeanne-y, ministre des Affaires sociales, Chirac, secrétaire d'Etat à l'Emploi, 11 représentant-es du patronat, CNPF et PME<sup>5</sup>, et 32 représentant-es des syndicats, CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN<sup>6</sup>).

Prudemment, les syndicats (tandis que les tensions entre CFDT et CGT sont importantes compte tenu de l'état d'esprit de la «base»), précisent d'entrée qu'ils doivent rendre compte aux grévistes des négociations et qu'il-

les ne sont pas mandatés pour signer un accord définitif.

Le document élaboré par les «partenaires sociaux» est désigné historiquement sous le nom d'«Accords de Grenelle», il est vague sur bien des points, incomplet; il promet tout au plus une augmentation des salaires dans l'industrie privée de 7% immédiatement et 3% trois mois plus tard, de porter le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) de 2,22 F à 3 F, de réduire de 5% le ticket modérateur pour les soins médicaux; les jours de grève seront récupérables en heures supplémentaires et ne seront donc pas payées, les grévistes recevant simplement une avance de la moitié du total de ces heures. Enfin, le gouvernement promet de faire voter une loi sur «*l'exercice du droit syndical dans l'entreprise*», un texte proposé par la CFDT et FO. Une rencontre discrète Pompidou-Séguy avait eu lieu le 26 au matin...

Le 27 mai la poursuite de la grève est votée à l'unanimité dans les grandes entreprises (Sud-Aviation, Renault Flins et Sandouville, Citroën, Berliet, Rhodiacta...). Le mandat des comités de grève est rappelé pour d'éventuelles négociations.

Sur l'île Seguin aux usines Renault-Billancourt, Jeanson de la CFDT est applaudi tandis qu'il souligne son approbation de la poursuite du mouvement et la néces-

saire solidarité ouvrier-es-étudiant-es-lycéen-es; Séguy, après l'intervention de Frachon (CGT) vantant les avantages des accords de Grenelle pour la classe ouvrière, d'abord sifflé et hué doit alors conclure son discours par les mots: «*Si j'en juge par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire*», grand moment de stratégie manipulateur et de renversement de situation...

Il est évident que les grévistes ont compris que les miettes matérielles concédées par les «accords de Grenelle» seraient vite englouties par l'inflation et la hausse des prix. C'est un changement de société, un renversement politique qui sont à l'ordre du jour.

A côté des CCG (comités centraux de grève) dans les villes, qui se considèrent comme des organes provisoires se substituant aux structures administratives locales, des CA (comités d'action), à l'image des CAL (comités d'action lycéens), se développent un peu partout; ils défendent en principe l'indépendance politique et la démocratie révolutionnaire. Ces comités d'action sont créés le plus souvent à l'initiative des groupes d'extrême gauche mais ils regroupent aussi un grand nombre «d'inorganisé-es» qui assisteront aux rivalités de pouvoir entre personnes et groupes et aux querelles idéologiques. L'unification de ces CA sera impossible à l'échelle



Sur le pavé, photo Ute Mueller, 2015

3. De Gaulle, 24 mai 1968.

4. Titre d'une chanson de Dominique Grange et dont le refrain proclame «*Nous sommes tous des Juifs allemands!*».

5. Conseil National du Patronat Français et Petites et Moyennes Entreprises.

6. Respectivement: Confédération Générale du Travail, d'obédience communiste, pour CFDT et FO, voir note 1, Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Confédération française de l'encadrement et Fédération de l'Education nationale.



nationale, malgré l'objectif avoué d'un «double pouvoir» vers une société «socialiste». L'avant-gardisme comme stratégie des groupes d'extrême gauche autoritaires apparaît d'une manière flagrante comme un leurre et un déni de démocratie réelle (au sens étymologique); les «*idiot-es utiles*», non militant-es de groupuscules, se révèlent souvent très lucides et critiquent durement manipulateurs et récupérateurs, fussent-elles d'extrême gauche.

L'UNEF<sup>7</sup> appelle à des manifs partout en France pour le 27 mai et convoque le même jour à un grand rassemblement au stade Charlety à Paris (60.000 personnes); ce meeting se veut révolutionnaire, il regroupe une partie de l'extrême gauche et des «leaders» politiques (Mendès-France du PSU, des membres de la FGDS<sup>8</sup>, entre autres...) en dehors du PCF et de la CGT. Certains groupes d'extrême gauche, le «Mouvement du 22 mars»<sup>9</sup> ainsi que les «Enragés», Situationnistes et évidemment les révolutionnaires indépendants lucides ne mettront pas les pieds à Charlety.

Le 30 mai, il n'est plus question de créer un «grand parti révolutionnaire», comme il en était question au moment de (et un peu avant) Charlety.

Lorsque le PSU<sup>10</sup> annonce qu'il présentera des candidat-es aux élections législatives, «*élections - piège à cons*» devient «*élections - trahisons*» (ultérieurement on verra fleurir «*élections - piège à moutons*» et, encore aujourd'hui, sous le dessin d'un mouton, la phrase «*dessine-moi un électeur*» se rencontre dans des publications ou sur des affiches anarchistes).

Les 29 et 30 mai plus de 500.000 personnes manifestent en France tandis que les appareils politiques et syndicaux de gauche essaient de trouver un accord de gouvernement visant à prendre la relève du gaullisme apparemment condamné. Le nom de Mendès-France est avancé, tandis que le PCF n'entend pas se contenter de miettes. Dans les coulisses, Mitterrand fourbit les armes de sa stratégie...

De Gaulle, un moment découragé, se décide à frapper fort. Il part d'abord secrètement à Baden-Baden en Allemagne le 29 mai où il rencontre le général Massu, commandant du corps expéditionnaire français en zone allemande occupée et tortionnaire des combattant-es algérien-nes pour l'indépendance, ainsi que les plus importants responsables militaires des divisions opérationnelles en France. Inutile de développer avec quelles intentions... Dans les ministères et les partis de droite, on évoque l'imminence du danger communiste et la nécessité d'une résistance armée.

Le 30 mai, le discours de De Gaulle est pour le moins musclé; il déclare se maintenir au pouvoir, renoncer au référendum et annonce la dissolution de l'Assemblée nationale.

Peu de temps après, une manifestation de la droite et de l'extrême droite (avec service d'ordre armé) en soutien au régime en place et à l'Etat, affirmant les positions les plus réactionnaires et les plus ignobles (on entendra des slogans tels que «*Cohn-Bendit à Dachau!*»...) rassemble jusqu'à 800.000 personnes place de La Concorde.

A gauche on appelle à des manifs unitaires; elles n'auront lieu qu'en province. Dans cinquante

villes environ de province, il y aura des manifestations pro-gouvernementales, les jours suivants (cortèges importants à Reims, Caen, Lyon, Lille et Marseille).

Collectif Libertaire  
Marius Jacob\*

7. René Viénet, *Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations*, Gallimard, 1968, Collection Témoins. L'Union Nationale des Etudiants de France était une organisation étudiante proche du Parti Communiste Français, fondée en 1907.

8. Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, qui deviendra le PS.

9. Mouvement étudiant français, antiautoritaire et d'inspiration libertaire, fondé dans la nuit du vendredi 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre.

10. Parti Socialiste Unifié, autogestionnaire», à gauche de la gauche institutionnelle, proche du syndicat CFDT, autogestionnaire, fondé en 1960, auto-dissous en 1989.

## FORET

# La biomascarade continue

**Brûler de la biomasse, et surtout des arbres entiers, à l'échelle industrielle afin de produire de l'électricité est une solution énergétique controversée en France, grâce en grande partie à la contestation contre la centrale à biomasse près de Gardanne<sup>1</sup>. Il semblait acquis que, même si elles ne sont pas intervenues afin de la fermer, les autorités françaises avaient compris que ce modèle n'était pas à reproduire. Cependant, depuis quelques mois, EDF et certains élus locaux évoquent la conversion de deux autres mégacentrales à charbon, à Cordemais près de Nantes et au Havre.**

Le phénomène du bois-énergie à une échelle industrielle n'est pas nouveau. Avant l'expansion massive de l'extraction de charbon au 19<sup>e</sup> siècle, les forêts en France et partout en Europe ont fourni la matière pour faire tourner les verreries et les forges. D'autre part, le bois a toujours été utilisé pour se chauffer. Ce qui est nouveau depuis une dizaine d'années, c'est le développement massif et très rapide d'une nouvelle forme de bois-énergie, celle de la production d'électricité dans des centrales thermiques.

Ailleurs en Europe, la plus grande centrale à charbon du Royaume-Uni à Drax (3870 MW) a converti la moitié de son installation qui brûle aujourd'hui 7,5 millions de tonnes de pellets importés des Etats-Unis et du Canada. Ce volume de pellets est produit à partir de 13,2 millions de tonnes de bois vert, ce qui représente 120% de la production totale annuelle de bois au Royaume-Uni (RU). Des centrales à biomasse existent dans de nombreux pays tels que la Belgique, la Bulgarie, la République Tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède...

L'Europe est de loin la plus grande consommatrice de bois à des fins

énergétiques. Les principales fournisseuses sont des entreprises telles qu'Enviva aux Etats-Unis (EU). Il est significatif qu'il n'y ait pas de secteur de bois-énergie à grande échelle aux Etats-Unis, la raison étant simple: il n'y existe pas de soutien public pour ce genre d'industrie.

Les promoteurs de ces centrales à biomasse les présentent comme des projets éminemment écologiques, renforçant l'effort en faveur des énergies renouvelables et du climat, avec un bilan carbone neutre. Ceci est un mythe qui ne correspond pas à la réalité.

Après une longue période de négociations, l'Union européenne (UE) a défini, le 14 juin 2018, sa nouvelle directive sur les énergies renouvelables pour la période 2020-2030. Elle se donne comme objectif d'arriver à une part d'énergies renouvelables de 32%. La «bioénergie» représente actuellement environ 65% de toutes les énergies renouvelables produites en Europe. Le terme bioénergie couvre l'utilisation de la biomasse agricole, forestière et issue des déchets pour la production de biocarburants, de chauffage et d'électricité. 70% de cette bioénergie provient du bois

## Jean Ziegler

**Le capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin) Editions du Seuil.**

En espérant qu'elle en verra la fin, tout est dit dans cette petite phrase. Jean Ziegler nous propose d'en finir avec le capitalisme, parce qu'il s'agit d'une nécessité pour la survie de l'humanité et de la planète. Le capitalisme détruit tout ce qu'il touche, et il touche à tout. «*Il est hautement toxique, mortellement dangereux pour la nature et pour les êtres humains. Et il a tout intérêt à voir des populations divisées, des Occidentaux lobotomisés et des peuples du Sud à genoux.*» Malgré le sujet, ce livre est rafraîchissant, Jean Ziegler reste un militant acharné et cela malgré de hautes fonctions, à l'ONU notamment. Ce livre est clair et étayé, ce n'est pas une analyse scientifique du capitalisme, mais un avertissement, une explication des rouages de ce système maintenant mondialisé. On ne pourra sauver notre planète en conservant le système capitaliste puisque c'est lui qui la détruit «*Les 85 milliardaires les plus riches du monde ont possédé en 2017 autant de valeurs patrimoniales que les 3,5 milliards les plus pauvres de l'humanité. La secrétaire générale d'Amnesty international résume ainsi ce scandale: 85 milliardaires qu'on pourrait mettre tous ensemble dans un seul autobus accaparent autant de biens que la moitié la plus pauvre de l'humanité.*» Un livre à lire à tous les âges et je vous le recommande grandement.

Bertrand Burolet  
Radio Zinzine

récolté dans nos forêts ou des résidus d'industries forestières. La Commission européenne a elle-même calculé que tous les arbres récoltés en Europe, sans exception, seraient nécessaires si l'UE veut atteindre cet objectif de 32% et si la part de la biomasse reste celle d'aujourd'hui<sup>2</sup>.

Dans leur décision du 14 juin, le Parlement et le Conseil européens ont rejeté la proposition d'exclure les souches et le bois rond (trunks d'arbres) de la biomasse autorisée pour les fins de bois-énergie subventionnés par des fonds publics. Cette décision représente un feu vert pour la conversion d'autres centrales à charbon partout en Europe.

## Impact sur les forêts

L'expansion de ce nouveau marché de bois-énergie est fulgurante et risque de perdurer. Dans un rayon de 400 km autour de Gardanne, cela se traduit par de fortes tensions sur le marché du bois, dues à la concurrence avec l'usine de pâte à papier de Tarascon et d'autres centrales à biomasse à Brignoles, Pierrelatte, sans parler des centaines de chaufferies modestes et des



Déracinés, photo Ute Mueller, 2016

innombrables poêles domestiques fonctionnant aux pellets. Un rapport sur les ressources de bois disponibles en France indique clairement, qu'à l'horizon 2030, il n'y aura pas la matière nécessaire à tous les usages déjà identifiés<sup>3</sup>.

La politique actuelle de soutien public à la bioénergie favorise clairement l'exploitation la plus «bas de gamme» possible de la forêt, celle destinée à brûler du bois avec une efficacité énergétique de 30% – au lieu de privilégier le bois d'œuvre et des filières telles que la menuiserie, l'ébénisterie ou la construction de maisons en bois. Celles-ci ne relâchent pas le carbone et créent jusqu'à quarante fois plus d'emplois par volume de bois.

Les conséquences dans le sud-est des Etats-Unis et dans la forêt boréale au Canada de la conversion de la centrale de Drax sont catastrophiques. Ce pillage de la ressource est tel que de nombreux scientifiques et ONG américains ont interpellé l'UE et lui ont demandé de mettre fin à son soutien à de telles centrales.

Autre conséquence de l'augmentation rapide de la demande: la plantation à grande échelle de forêts d'essences à croissance rapide et à rotation courte exploitées par coupes rases et replantées, avec la nécessité d'intrants et d'immenses quantités d'eau. N'oublions pas que d'autres secteurs industriels comptent puiser leurs ressources dans les forêts: une nouvelle génération d'agrocarburants, des «bioplastiques».

### Impact sur le climat

De plus en plus d'études scientifiques indiquent que la combustion de la biomasse a des conséquences encore plus néfastes pour le climat que celle du charbon. Comme le rappelle l'ONG Fern, basée à Bruxelles, «si l'on abat une forêt, il faut compter autant de temps que celle-ci a mis à pousser pour qu'elle retrouve son niveau précédent de réserve de carbone. Cela pourrait facilement prendre entre 50 et

120 ans (...). Si les forêts sont exploitées de manière plus intensive en permanence à cause de la bioénergie, elles ne parviendront jamais à régénérer le réservoir de carbone perdu ni à compenser les émissions libérées durant la combustion. Pour permettre aux forêts de contribuer à atténuer les effets de changement climatique, il faut avant tout les laisser vivre et pousser.»

En septembre 2017, 190 scientifiques du monde entier ont adressé une lettre aux responsables de l'UE: «Nous, soussigné-es, voudrions exprimer notre grave préoccupation et notre consternation devant la base scientifique de la politique récente et les développements concernant la législation climatique de l'UE sur les forêts. Cette approche risque d'avoir des effets néfastes sur le climat...». Le 9 janvier 2018, 659 scientifiques, encore une fois du monde entier, ont de nouveau supplié les instances européennes de changer d'approche. Sans succès.

### Impact sur la santé publique

Les mégacentrales à biomasse représentent une très grave menace pour la santé publique à cause de leurs émissions de particules fines, de dioxines, de poussières de bois...<sup>4</sup> A Gardanne, de nombreux riverain-es se plaignent depuis deux ans des fortes nuisances sonores provoquées par la centrale jour et nuit. En 2017, suite à ces plaintes, les services de la sous-préfecture d'Aix-en-Provence ont donné mission à l'entreprise Veritas de mener des contrôles inopinés des émissions sonores diurnes et nocturnes. Dans son rapport publié en février 2018, Veritas valide les doléances des riverain-es en ce qui concerne le dépassement des normes durant les périodes nocturnes. Le Préfet en a pris acte et a adressé, le 22 juin 2018, une mise en demeure à l'entreprise Uniper, exploitante de la centrale, lui laissant trois mois pour se mettre en conformité avec la loi.

### Et la suite?

Le 8 février 2016, la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, avait annoncé le lancement du 5<sup>e</sup> appel d'offres pour la filière bois-énergie. Il était précisé que les projets devaient être inférieurs à 25 MW et respecter un seuil minimal d'efficacité énergétique de 75%. Cela donnait l'impression que le ministère voulait éviter les erreurs passées telles que la centrale de Gardanne.

Cependant, depuis quelques mois, il faut se demander si le gouvernement français ne serait pas sur le point de récidiver. En juin 2018, une série d'articles est parue dans la presse régionale de Normandie et du Pays de la Loire sur l'avenir des deux centrales à charbon encore gérées par l'entreprise EDF, à Cordemais et au Havre. Au sommet climat de 2017, le président français Emmanuel Macron a annoncé l'arrêt de l'utilisation du charbon dans les centrales thermiques en France d'ici 2022. Ces articles évoquent le projet de convertir ces centrales partiellement ou entièrement à la biomasse. A Cordemais, cela représenterait au moins 1,7 million de tonnes de bois, voire le double.

L'ex-ministre de l'Environnement français, Nicolas Hulot, a clairement

exprimé son opposition, mais son successeur, François de Rugy, défend le projet faisant appel à la biomasse. On peut donc craindre le pire. Pour une fois, le Royaume Uni, jusqu'alors le plus fervent promoteur du bois-énergie industriel, montre le chemin. En été 2018, il a annoncé des conditions beaucoup plus strictes pour l'octroi de subventions publiques à des centrales à biomasse. Désormais celles-ci doivent avoir une efficacité énergétique de 70%, au lieu de 35%, ce qui exclurait toute future centrale sans cogénération. En plus, il a décidé de refuser toute subvention future à des centrales qui dépassent un nouveau seuil d'émissions à effet de serre. Selon Biofuelwatch, cette décision devrait rendre impossible l'importation de pellets car les émissions provoquées par la fabrication et le transport des pellets dépasseraient ce seuil.

Malheureusement, cette décision n'aura aucun impact sur les contrats de soutien public déjà accordés, tels que celui signé avec Drax qui reçoit deux millions de livres par jour...

Nicholas Bell  
membre du FCE France et du  
Réseau Alternatif Forestier

1. Voir Archipel N° 220, 223, 227, 232, 237 et 243.
2. Une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts et le secteur forestier, COM (2013) 659 final.
3. «Disponibilités forestières pour l'énergie et les matériaux à l'horizon 2035», ADEME, 2016.
4. «Combustion du bois dans les centrales électriques: Impacts sur la santé publique» Biofuelwatch, publié en septembre 2014.

## HAUT-PARLEUR

# Bure, répression et intimidation judiciaire

**Voici le communiqué commun du mercredi 17 octobre, rassemblant les collectifs et associations suivantes: CEDRA, EODRA, Habitants Vigilants de Gondrecourt-le-Château, Habitants Vigilants de Void-Vacon, des habitant-es de Bure et des environs, Burestop 55, Meuse Nature Environnement et Mirabel Lorraine Nature Environnement.**

Nous, associations nationales et locales, collectifs, comités, personnalités, dénonçons la politique de criminalisation et de répression systématique qui s'abat depuis plus d'un an et demi sur les opposant-es à la poubelle nucléaire CIGEO à Bure. Pour détruire ce mouvement de résistance vieux de 25 ans, il y a déjà eu plus d'une cinquantaine de procès. Des centaines de mois de

sursis, près de 2 ans de prison ferme, 26 interdictions de territoire, 7 personnes interdites de se voir et d'entrer en relation, et ce pour des années, dans le cadre d'un contrôle judiciaire dans une instruction pour «association de malfaiteurs». Des milliers d'euros d'amende. Une vingtaine de perquisitions réalisées en Meuse, à Paris, en Isère. Une trentaine de gardes à vue – dont



celle, le 20 juin 2018, de l'avocat Etienne Ambroselli. Un escadron de gendarmes mobiles installé sur place depuis l'été 2017. Chaque jour, depuis plus d'un an, les habitant·es de Bure et autour sont suivi·es, fiché·es, filmé·es, et contrôlé·es, parfois à plusieurs reprises en l'espace de quelques heures.

Ce mardi 16 octobre, dans l'enceinte du tribunal de grande instance de Bar-le-Duc, une nouvelle atteinte aux droits de la défense a eu lieu, un nouveau pas franchi dans la répression. Ce matin-là, parmi d'autres procès, le tribunal a jugé en absence et par défaut le militant et journaliste Gaspard d'Allens. Pourtant ce dernier n'a jamais été informé qu'un procès le concernait. Il ne savait pas qu'il y avait des accusations portées contre lui. Il n'a donc pas pu préparer sa défense ni choisir un avocat. Il a néanmoins été jugé, au mépris des garanties les plus élémentaires des droits de la défense.

Le procureur Olivier Glady a expliqué devant une assistance et des avocats outrés qu'il lui avait envoyé une convocation à une adresse à Paris. Or cela fait 5 ans que Gaspard n'y habite plus et le procureur le savait pertinemment. Gaspard est domicilié à Mandres-en-Barrois, à proximité de Bure, où il a été filmé durant des semaines presque quotidiennement par les gendarmes. Le procureur a pourtant affirmé qu'il était «radicalement introuvable».

Mais qui à Bure pourrait encore être «introuvable» alors qu'une surveillance généralisée traque les opposant·es à CIGEO? Qu'entre 15 et 50 téléphones sont sur écoute de façon ponctuelle ou permanente? Que les communications sont espionnées et les déplacements traqués? Que toutes les amitiés qui sont nées au cœur de cette résistance sont soupçonnées de relever d'une «association de malfaiteurs» à finalité criminelle? Des millions d'euros d'argent public sont dépensés pour traquer les opposant·es, et le Parquet n'aurait pas pu actualiser son adresse de résidence?

Depuis le mois de juin 2017, dans le cadre d'une instruction judiciaire pour «association de malfaiteurs», une «cellule Bure», basée entre Nancy et Commercy, fait travailler à temps plein entre 5 et 10 officiers de police judiciaire. Leur mission: enquêter et consigner toute la vie des opposant·es dans des milliers de procès-verbaux. Un seul but: surveiller et détruire le mouvement de lutte par l'asphyxie policière et judiciaire.

Avec une autre personne, Gaspard a été accusé d'avoir fait opposition «par violence ou voie de fait» le 23 janvier 2017, aux travaux publics de l'ANDRA dans le bois Lejuc occupé. Le procureur réclame 3

mois de sursis simple. Une peine devenue classique pour quiconque refuse l'ordre nucléaire en Meuse. Gaspard s'est interposé physiquement quelques minutes devant un bulldozer. Mais où est la «violence», puisqu'à cette époque, le 30 janvier 2017, le chef de chantier de l'Andra, Emmanuel Hance, versait de l'huile inflammable sur des opposant·es accroché·es à une barricade?

Cette violation évidente des droits de la défense n'est qu'une goutte d'eau de la politique de karcher répressif qui vise à «nettoyer» intégralement toute forme de contestation à Bure. Le 16 octobre, six nouveaux procès absurdes ont également eu lieu, principalement pour des «outrages» générés par le climat de militarisation irrespirable qui s'est installé dans le sud-Meuse. Trois mois de prison ferme ou avec sursis ont été requis en fonction des cas.

D'étranges pratiques s'installent en Meuse. Que penser d'un tribunal où les gendarmes mobiles encadrent les arrivées et les départs à chaque procès concernant Bure, et finissent régulièrement par vider la salle d'audience? Quelles conclusions devons-nous tirer lorsque des avocat·es commis·es d'office refusent de se déplacer pour assister certaines personnes gardées à vue à Bure? Comment juger le fait que l'avocate de l'Andra, Carine Bourrel, est également la bâtonnière de la Meuse? Que devons-nous conclure lorsqu'en garde à vue, un officier de police judiciaire appelle le juge d'instruction M. Le Fur par son prénom, «Kevin», lorsqu'elle lui passe des coups de téléphone?

Nous dénonçons fermement la mise en place depuis 2 ans en Meuse d'un système mafieux qui ne dit pas son nom, où les libertés fondamentales et les droits de la défense sont chaque jour piétinés. Au nom de l'avancée forcée d'un projet nucléaire démentiel qui ne présente aucune garantie de sécurité et de faisabilité. Au nom de la destruction d'un mouvement de lutte pluriel pour commencer les travaux imminents de CIGEO. Au nom de la mise en place d'un laboratoire répressif servant d'expérimentation pour mieux neutraliser de futures luttes.

Fait tout aussi inquiétant, cette répression massive s'installe également partout ailleurs en France et dans le monde, dans les mouvements sociaux, les quartiers, les luttes migratoires, les luttes territoriales et environnementales... Nous ne devons pas rester silencieux ni courber l'échine par peur d'être les prochain·es sur la liste.

Nous appelons à ce qu'un maximum d'organisations, de comités, de collectifs et de personnalités publiques signent et relaient cette

tribune\* pour mettre fin à la criminalisation de la lutte à Bure et des autres mobilisations et espaces d'opposition en France et ailleurs, construire une résistance à cet effet et en finir avec la peur et le silence.

Nous appelons à densifier partout les solidarités et à ne pas nous laisser enfermer dans l'isolement.

Nous ne serons pas les prochain·es sur la liste! Nous refusons de céder à l'intimidation!

\* Pour l'envoi des signatures, merci d'écrire à l'adresse <soutienburepression@riseup.net> Merci de préciser pour les orgas (nom de l'orga, fonction) dans l'objet du mail, et pour les personnalités publiques (nom, prénom, fonction).

## ESPAGNE

# Devoir de mémoire

**La politique mémorielle, en plein bouleversement en Espagne, mène aujourd'hui au démantèlement du plus important lieu de pèlerinage réactionnaire. Un groupe de femmes et d'hommes courageux brise le silence sur les atrocités commises par le fascisme espagnol.**

Pendant que Höcke, homme politique de l'AfD (parti d'extrême droite allemand), opère un virage à droite à 180 degrés dans la politique mémorielle et décrit le Mémorial pour les juifs et juives d'Europe assassiné·es comme une marque d'infamie, en Espagne, les choses prennent une tout autre direction.

La loi sur la mémoire historique a été votée en 2007 sous le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero. Avec l'aide de l'Association pour la récupération de la mémoire historique (Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica, ARMH), des fosses communes ont été ouvertes et les familles des victimes ont été aidées à inhumer leurs proches dans la dignité. Beaucoup d'Espagnol·es condamné·es pendant la dictature ont été réhabilité·es et les souffrances des victimes ont été reconnues, du moins en principe. Le gouvernement Rajoy voulait mettre un terme à ce travail de mémoire, et c'est seulement cet été que le chef du gouvernement, Pedro Sanchez, soutenu par le Parlement, a signé un décret permettant l'exhumation des ossements fascistes de Francisco Franco.

## La vallée des franquistes

De son vivant, Franco avait fait construire par des prisonniers politiques un mausolée sur les hauteurs de Madrid. Il l'inaugure en 1959 et un an plus tard le pape Jean XXIII l'éleva au rang de basilique mineure. La «Vallée de ceux qui sont tombés» est aujourd'hui un lieu de pèlerinage où sont déposées toute l'année fleurs fraîches et couronnes, avec une admiration pour le dictateur de plus en plus affichée. Depuis la publication du décret en août, le nombre de visiteurs a doublé. On peut y voir les gens faisant

des selfies avec le drapeau des fascistes espagnols. Une centaine de militaires, la plupart retraités, ont manifesté contre le déshonneur porté à leur idole. Il n'y a pas de discussion critique sur le passé.

Il y a un manque de démythification sur les atrocités commises sous le régime de Franco, c'est ce qui explique qu'un tel culte fasse encore partie du quotidien. J'aimerais citer un exemple en Andalousie. Presque quatre-vingt ans après l'une des offensives les plus meurtrières pour la population civile, un groupe d'historiens de Malaga a publié un rapport saisissant sur le massacre de Malaga-Almeria. Les derniers témoins encore en vie ont été invité·es à raconter ce qu'il·les ont vécu étant enfants.

## La Desbandada

Lors de la dernière délégation du Forum Civique Européen en Andalousie\*, j'ai rencontré le curateur d'une exposition itinérante sur ce qu'on appelle, dans la région, la Desbandada, la débandade. Ça s'est passé deux mois avant Guernica, mais il n'y a pas de toile de Picasso pour en témoigner. Jusqu'en 2005, rien ne permettait de se souvenir de ce premier massacre de la population civile par l'alliance de Franco, Mussolini et Hitler.

Dans la ville de Malaga qui comptait alors 250.000 habitant·es, environ 90.000 réfugié·es des provinces alentour s'étaient regroupé·es depuis l'été 1937, avant que n'intervienne la plus grande évacuation de masse de l'époque. Les forces républicaines étaient battues. Il n'y avait plus que quelques poches de résistance isolées, mais on ne peut pas dire qu'il s'agissait là d'une défense de la ville face aux troupes franquistes qui affluaient du Nord et de l'Ouest.

L'offensive débuta le 3 février 1937. Les troupes italiennes qui envahissaient la région par les hauteurs du Nord sont arrivées le 6 février. La résistance républicaine fut complètement brisée par les nationalistes qui perpétrèrent des exécutions de masse. Les femmes furent violées et fusillées. Les enfants sont morts sous les balles. La ville est tombée le lendemain et il n'y avait qu'une seule route pour fuir en direction de l'Ouest, vers Almería, considérée comme relativement sûre à ce stade de la guerre, mais éloignée de 220 kilomètres. La Nationale 340, taillée dans la roche, serpente entre Malaga et Almería avec, à droite de la corniche, les falaises qui descendent vers la mer et, à gauche, les versants abrupts de la Sierra Nevada. A l'aube du 8 février, 150.000 personnes se sont rassemblées à Torre del Mar, à 30 kilomètres environ à l'Est de Malaga, sur cette route aride et peu praticable. Des vieillards, des femmes et des enfants. Des camions chargés d'enfants. Des parents voulant désespérément les mettre en sécurité suppliaient les conducteurs de prendre les enfants dans leurs bras pendant qu'ils marchaient. Il n'y avait à manger ou à boire que ce qui pouvait être porté et dès les premiers jours, les repas furent réduits à de la canne à sucre.

Après avoir pris la ville, le général Queipo de Llano ne s'arrêta pas là. Celles et ceux qui tentèrent de s'échapper furent poursuivies et massacrées. Depuis les airs, les avions allemands de la légion Condor qui plus tard réduiraient la ville basque de Guernica à un tas de cendres, descendaient et remontaient la route en mitraillant les civils. Et

depuis la mer, la marine italienne tirait dans les falaises. Des morceaux de roches écrasaient les corps. Il n'y avait pas d'endroit où s'abriter. Sur le tronçon de 16 kilomètres entre Nerja et La Herradura, des milliers de cadavres jonchaient la route. Des parents furent forcés d'enterrer leurs enfants à mains nues. Les plus jeunes survivants étaient emmenés par des plus grands, s'ils avaient encore assez de force pour les porter. A 90 kilomètres de Malaga, au crépuscule, le pont qui traversait la rivière Guadalfeo fut bombardé alors que la foule le traversait.

Tout cela est relativement bien documenté grâce à un médecin canadien, Norman Bethune, dont l'assistant avait beaucoup photographié. Engagé aux côtés des répu-

blicains, il avait mis en place un service de transfusion sanguine. L'exposition «Norman Bethune, El crimen de la carretera de Malaga-Almería, febrero 1937» montre plus de 50 clichés en noir et blanc accompagnés de témoignages. Ce type de travail veille à ce que les crimes du fascisme ne tombent pas dans l'oubli. Les sympathisant-es de droite affirment qu'en exhumant Franco ou qu'en levant le voile sur les crimes de guerre on rouvre les plaies du passé. Mais comment peut-on rouvrir des plaies qui n'ont jamais cicatrisé?

Johannes Dahmke  
Membre du FCE

\* Un rapport plus détaillé est disponible dans les bureaux du FCE à Bâle.

a l'impression d'être menés par le bout du nez et qu'on nous cache ce qui se passe. Cela entraîne une immense frustration sur le bateau face à notre mission.

*Rome a accusé les bateaux de sauvetage d'avoir des contacts avec les passeurs. Qu'en est-il?*

Ces accusations ne sont pas fondées. Si l'on s'intéresse aux activités de l'Aquarius, on constate que ce bateau respecte les règles maritimes, alors que les Libyens les violent. Ce type de discours est très dangereux et fait partie d'une rhétorique antimigratoire. Ils occultent aussi le fait que les migrant-es n'ont aucune voie légale et sûre pour déposer une demande d'asile.

*Les pays de l'Union européenne ont montré leurs dissensions concernant la répartition des migrant-es à l'échelle nationale. Que pensez-vous de cette attitude?*

Matteo Salvini représente simplement un symptôme de la politique antimigratoire de l'Europe. La Suisse, par exemple, renvoie quotidiennement des requérant-es d'asile hors du pays dans le cadre du règlement Dublin. Rappelons que ce sont les pays du Sud qui assument massivement, depuis des années, l'accueil des migrant-es. Les Etats du Nord ne font pas le nécessaire pour assumer leurs responsabilités et être solidaires des pays du Sud.

*Aujourd'hui, la migration est plus forte entre le Maroc et l'Espagne. Comment l'analysez-vous?*

Cette situation est liée à un contexte global d'externalisation des frontières de l'Union européenne, qui rend toujours plus difficile la possibilité de migration légale. Même si la distance entre le Maroc et l'Espagne est plus courte, cette traversée reste dangereuse, du fait que les bateaux ne sont pas préparés pour de tels périples.

*Que répondez-vous à ceux qui, en Europe, s'inquiètent de ces vagues de migration et élisent des gouvernements de droite nationaliste?*

Le droit international maritime est clair. Il stipule l'obligation d'aider tout bateau en détresse et le principe premier de sauver les vies en mer. Il interdit aussi de ramener des personnes dans des lieux qui ne sont pas sûrs et qui vivent des conflits déclarés. Il s'agit tout simplement de droits fondamentaux, comme celui d'avoir le droit de déposer une demande d'asile en Europe. Je crois que beaucoup d'Européens le comprennent, si l'on en juge par la belle vague de mobilisations qui s'est déroulée en septembre dans une soixantaine de villes françaises, à Bruxelles, Berlin, Madrid et Palerme, en faveur de l'Aquarius.

## SUISSE / MIGRATIONS

# Il faut une solution politique pour l'Aquarius

**La Nyonnaise Kiri Santer a passé un mois et demi comme chargée de recherche et de documentation à bord de l'Aquarius – un navire qui sauve des migrant-es en mer. Sans pavillon, le bateau est au centre de tous les débats en Europe. Propos recueillis par Joel Depommier dans un article publié le 11 octobre 2018 dans la rubrique suisse de GaucheBdo.**

*Une pétition forte de 25.000 signatures a été déposée à Berne, demandant que la Suisse octroie un pavillon suisse à l'Aquarius afin qu'il continue ses missions. Qu'en pensez-vous?*

Kiri Santer: Il faut trouver une solution politique pour permettre à l'Aquarius de continuer son travail de sauvetage. Demander que la Confédération octroie un pavillon suisse, en remplacement de celui de Panama, serait un geste symbolique important pour la Suisse, forte de sa tradition humanitaire et dépositaire des Conventions de Genève. Si le Conseil fédéral accepte cette proposition, il sera sans doute plus difficile pour Matteo Salvini, chef de file de la Ligue du Nord, d'exercer une pression politique sur notre pays pour exiger une révocation du pavillon, qui reste une chose exceptionnelle.

*Pourquoi est-il toujours nécessaire d'avoir des bateaux de sauvetage tels que l'Aquarius en mer Méditerranée?*

Les bateaux de sauvetage de la société civile, tels que l'Aquarius, le Mare Ionio italien ou l'Open Arms espagnol, qui viennent de repartir en mer, sont absolument nécessai-

res pour sauver des vies. Même si le nombre de départ de la Libye a baissé, il reste encore des milliers de personnes coincées dans ce pays en pleine instabilité politique, qui cherchent à partir. Mi-septembre, l'Aquarius a même sauvé des Libyens, tant le pays est menacé par l'escalade du conflit.

*Qu'est-ce qui vous a le plus marqué durant vos trois mois en mer à bord de l'Aquarius?*

J'ai souvent été en contact avec le capitaine du bateau et le chef des secouristes, et j'ai été très impactée par le manque total de coordination des autorités dans la zone libyenne. Il était, par exemple, impossible de contacter les gardes-côtes libyens, pourtant reconnus depuis juin comme l'autorité compétente de coordination dans cette zone. Quand on contactait le Centre de coordination des secours à Rome, qui reçoit les appels de détresse, celui-ci ne nous relayait pas non plus toutes les informations. Lors d'une opération de sauvetage, nous avons inutilement navigué pendant des milles, car les autorités italiennes ne nous avaient pas avertis que les gardes-côtes libyens avaient repêché les migrant-es. On

### ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom: .....

Adresse: .....

..... Pays: .....

Profession/Organisation: .....

Téléphone: .....

Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse:

Forum Civique Européen,  
PC 40-8523-5

St Johannis-Vorstadt 13,  
CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays:

FCE, le Pigeonnier,  
F-04300, Limans